

Déc 1980

*Suite article
sur
Nouvel*



Où il sera question de mars 76, du Syndicat de l'architecture, du concours des Halles, bref de l'absurdité des lois qui règnent en France sur la construction.

Jusqu'ici, nous n'avons pas parlé de mars 76, du syndicat de l'architecture, de la Consultation Internationale pour l'Aménagement du quartier des Halles, bref, de tes actions militantes ; or tu y as consacré énormément de temps.

Pourquoi ? Ne disais-tu pas qu'il fallait agir surtout par le construit ?

Non, j'ai dit que la dimension critique ne devait pas être réservée aux manuels de théorie et à l'architecture de papier ; cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas lutter par tous les autres moyens possibles pour ne plus être acculé sans arrêt à construire dans des conditions aussi dingues. Qu'il soit clair que le CES d'Antony, par exemple, j'aurais mille fois préféré le faire dans un contexte urbain plus favorable, avec des délais d'études et de réalisation moins épouvantables...

Aujourd'hui, débloquent la situation c'est, j'en suis persuadé, changer la plupart des lois qui règnent sur la construction.

Je ne suis pas concerné que par mes propres constructions et il m'est impossible de fermer les yeux sur ce qui m'entoure ; l'architecture de la banlieue parisienne de ces 30 dernières années serait-elle vraiment différente si chaque construction avait été réalisée par un « grand architecte » ? Je ne le crois pas. Je suis même persuadé que l'espace public serait tout aussi catastrophique : il faut absolument s'occuper de l'espace en totalité. L'architecte est tout de même un acteur social privilégié, il est juste à l'endroit où il est possible de voir ce qui ne va pas : il doit le dire.

Qu'est-ce que cela signifie ? doit-il proposer encore une fois sa ville idéale ?

Il ne faut pas tomber d'un excès dans l'autre. Ce n'est pas à l'architecte de définir à lui seul ce que sera la ville ; le rôle des habitants est essentiel ; c'est à eux, en temps que citoyens, de choisir leur mode de vie et, cela, localement.

On organise des concours pour choisir l'école la plus jolie, mais jamais on ne fait plusieurs études pour pouvoir discuter fondamentalement si une ville doit s'étendre sur 3 ou 15 km. Nos villes se définissent par une poignée de technocrates dont le métier est de respecter des lois idiotes. L'urbanisme, qu'on a voulu faire apparaître comme une science complexe est en réalité très simple. Mars 76 a été, en partie, fondé pour lutter contre les pratiques

urbanistiques en vigueur aujourd'hui en France.

Fondé par qui ?

En fait, tout a commencé lorsque quelques « jeunes » architectes qui venaient d'être lauréats du premier concours PAN se sont dit : « c'est trop bête de rester isolé, chacun dans son coin, tous sur la ligne de départ comme au début d'une course. Après tout, nous avons certaines choses à dire, et cela, non sur nos taux d'honoraires, ou nos façons de construire, mais sur les conditions dans lesquelles on nous oblige à construire ».

C'était en mars 1976, d'où le nom de notre association, qui a grossi très vite, s'efforçant de prendre position sur chaque événement touchant à

Architectes, de façon plus générale et plus constante, nous essayions de lancer un cri d'alarme, dire : « cela suffit, il faut stopper cette planification absurde qui s'étend uniformément sur toutes les villes, pratiquant à outrance ce zoning qui range d'un côté les maisons individuelles, de l'autre les centres commerciaux, d'un autre côté encore les zones industrielles, et tout cela hors des villes ».

Nous étions contre les POS, vision technocratique sans aucune intention humaniste ou philosophique, qui rendent impossible tout développement urbain intelligent. Les règles actuelles impliquent la sous-densification, elles empêchent qu'une ville reste en état d'équilibre, elles conduisent à une censure aussi incroyable qu'idiote.

Mais vous étiez entre architectes ?

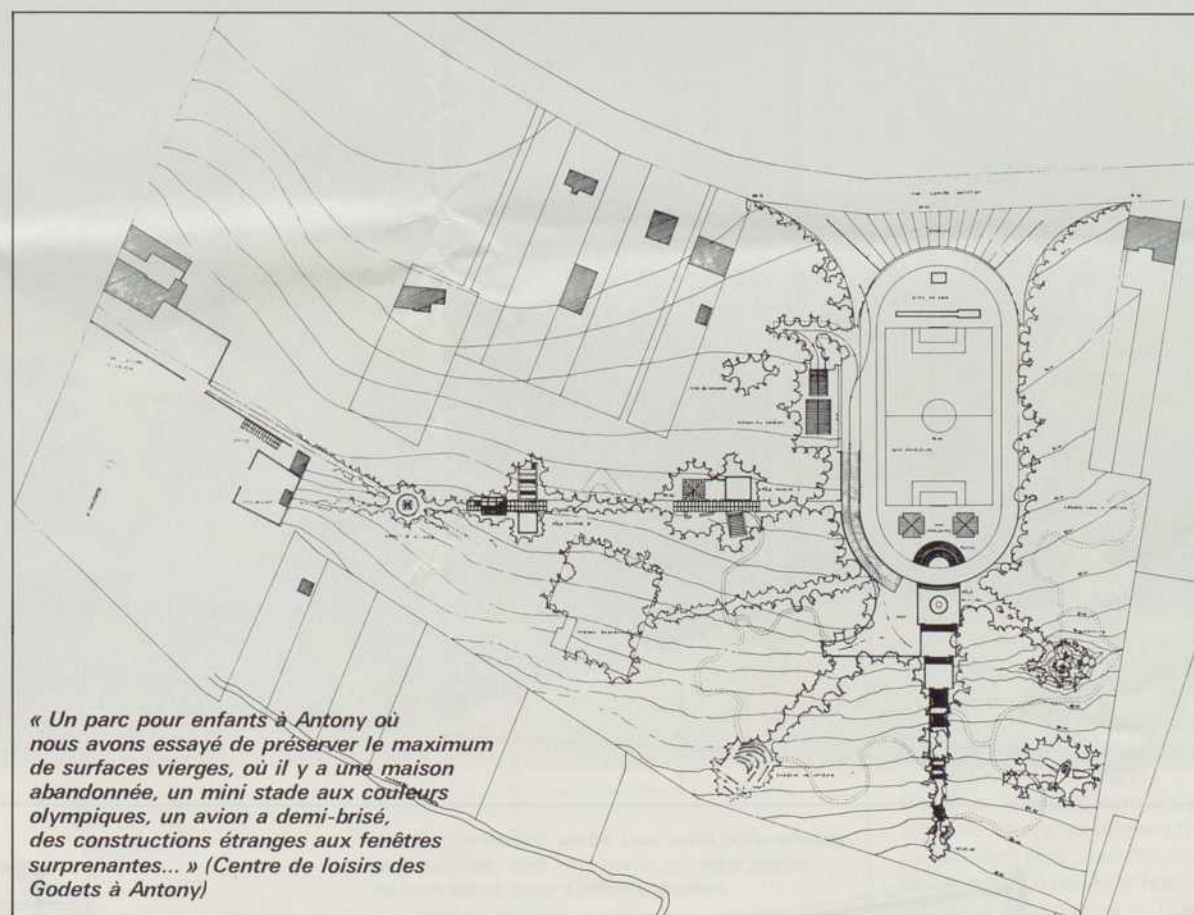
Nous ne le voulions pas et c'est pourquoi nous avons entrepris pas mal d'actions avec des élus, des

poutre. Bien sûr, cela demandait une étude plus fine que celle conduisant aux immeubles qui étaient prévues. Cette étude fut faite avec l'APAUM, l'Atelier Populaire du Marais. Mars 76 posait en fait le problème de l'architecture à un niveau social et politique. Il s'est opposé au super diplôme, au rapport Cornuau, à tous ceux qui voulaient faire de l'architecture un monde à part, corporatiste ou autonome.

Mais qu'en est-il advenu ?

Mars 76 se voulait ouvert comme je te l'ai dit, mais effectivement nous nous retrouvons toujours entre professionnels : c'est sûr, dès que l'on parle de problèmes d'aménagement de l'espace, on se retrouve souvent ainsi ; c'est dommage. Le Syndicat de l'Architecture est né de ce constat : puisque nous nous retrouvons entre architectes, autant le dire.

Le Syndicat de l'Architecture réunit actuellement six cents architectes, ce qui n'est pas négligeable ; il lutte pour



l'architecture. Ainsi, nous avons été les seuls parmi les associations ou organisations du petit monde de l'architecture à organiser une manifestation contre la loi sur l'architecture et le monopole qu'elle accordait aux architectes ; nous étions cinq cents, boulevard St. Germain, face à trois fois plus de policiers ; mais c'était déjà ça.

Que vouliez-vous ?

Ce jour-là, nous luttons contre le corporatisme étroit de l'ordre des

associations et participé à des actions de type luttes urbaines !

C'est-à-dire ?

Et bien, par exemple, nous avons prouvé que l'on pouvait réhabiliter à moitié-prix et en laissant les habitants sur place deux immeubles du Marais qu'un promoteur voulait détruire. Nous y avons travaillé six mois, bénévolement bien sûr, tous les week-ends et pas mal de soirs, faisant les relevés, analysant local par local, cloison par cloison, poutre par

une redéfinition de la pratique actuelle de l'aménagement de l'espace, de l'enseignement, de l'exercice de la profession donc contre l'Ordre des Architectes.

Pourquoi ce syndicat a-t-il organisé la consultation internationale pour l'aménagement des Halles ?

Il nous semblait que les Halles étaient le terrain idéal pour montrer que face aux problèmes d'aménagement de l'espace, il existait des attitudes plus